

Billet d'humeur

Urgence pour la santé

Vous allez dire que je me répète mais nous sommes effectivement à un point de rupture pour notre système de santé et de protection sociale. La question est de savoir de quel côté va pencher la balance : du côté du service public et de la sécurité sociale à 100 % ou du côté des services marchands et des assurances privées, bref d'un système à l'américaine. La crise COVID a été le révélateur de l'ampleur de la dégradation de nos hôpitaux et d'une médecine de ville exsangue. Mais il faut insister sur le fait que les 5 ans de gouvernement Macron ont accéléré les choses car son moteur n'est plus celui de la droite traditionnelle mais bien celui d'un capitalisme débridé où tout peut devenir une marchandise source de profit. Nous l'avons vu par exemple dans les EHPAD avec ORPEA, pour les vaccins avec Pfizer, mais aussi avec nos données de santé qui risquent d'être offertes à Google, Amazon et consorts. Une de leur marque de fabrique est une désinhibition totale par rapport aux valeurs qui fondent une vie en société.

Or sans humanisme, sans empathie, sans solidarité, il est impossible d'imaginer un système de santé qui soit capable de gérer efficacement les grands défis de santé publique qui sont devant nous. Mais me direz-vous, la Sécurité sociale est en déficit et il n'est pas possible d'augmenter la fameuse dette que nous laisserions à nos enfants. Il est salutaire que le débat économique se soit invité dans les derniers jours de campagne avec des économistes qui contestent ces arguments. Les mots sont forts dans la bouche d'un des plus célèbres d'entre eux, Thomas Piketty : « **Macron ment aux Français** ». Il valide les arguments que les syndicalistes notamment répètent depuis de nombreuses années. Il faut aller chercher l'argent par l'impôt là où il est pour arrêter d'augmenter la dette, notamment la dette liée au COVID, soit 70 milliards qui devra être remboursée par les assurés sociaux pendant les dix ans à venir, ce qui fera autant d'argent en moins dans les caisses de la Sécurité sociale. Dans le même temps, il indique que les 500 plus grandes fortunes de France ont vu leur richesse passer de 200 à 1 000 milliards entre 2010 et 2022, c'est-à-dire de 10 % à 40 % du PIB ! La solution est bien là pour pouvoir mieux payer les personnels, en embaucher 100 000 dans les hôpitaux et 200 000 dans les EHPAD, prendre en compte la pénibilité en passant au 32 h sur 4 jours, former massivement des personnels avec des contrats d'études, maintenir les hôpitaux de proximité et rouvrir des lits là où c'est nécessaire. Un pourcent du PIB supplémentaire nous suffirait dans un premier temps.

Alors, il vous faut bien réfléchir pour le 19 juin : aller voter et ne pas vous tromper de bulletin. Cinq ans de plus avec Macron et c'est l'effondrement. Ou alors, avec une majorité de la NUPES, il est possible de mettre en œuvre une autre politique immédiatement. C'est une urgence pour éviter une catastrophe cet été qui ne sera que le début d'une crise sanitaire sans précédent pour l'hiver, l'été prochain et les années à venir.

Dr Christophe Prudhomme le 13 juin 2022